

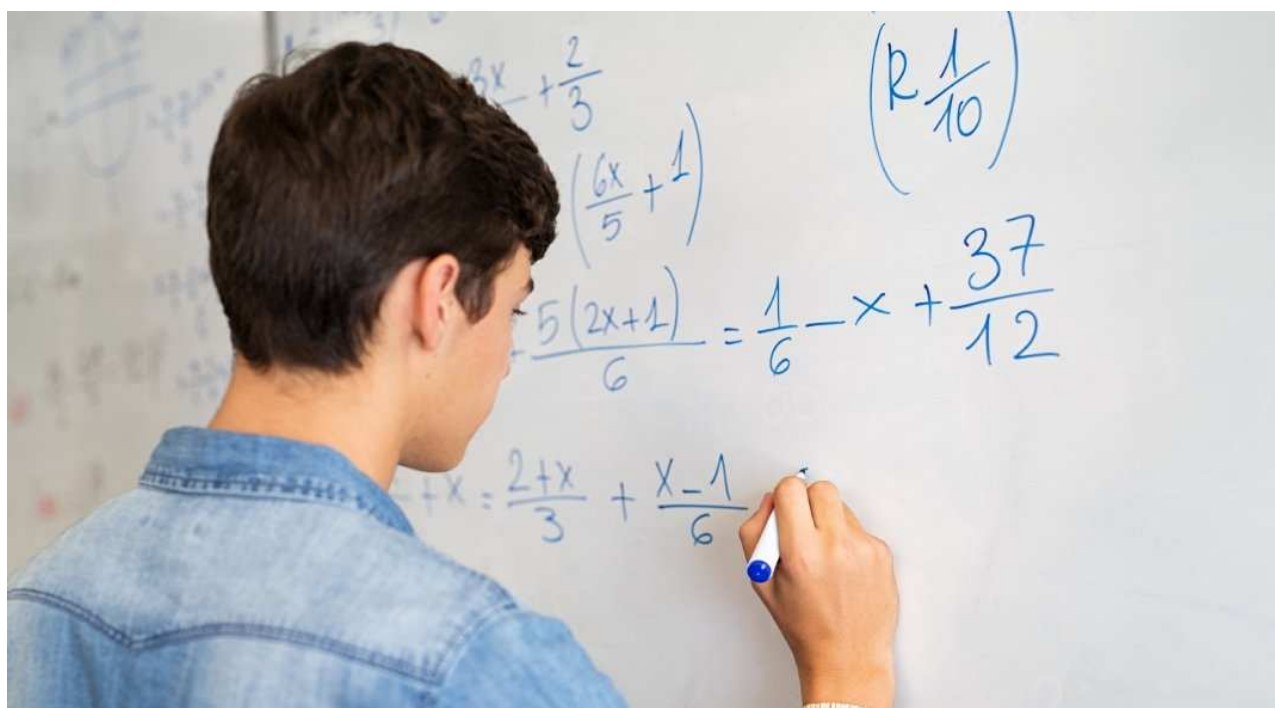
<https://www.aefinfo.fr/depeche/704760>

Elise Le Berre

7 min read

## Choc des savoirs : Maths&Sciences juge les annonces de G. Attal hors sujet et plaide pour une autre gouvernance

Les mesures annoncées par Gabriel Attal pour "élever le niveau de l'école" vont "à l'encontre des recommandations Pisa", estime le collectif Maths&Sciences dans un communiqué, le 21 décembre 2023. Ainsi des groupes de niveaux en français et maths au collège, qui "ne figurent pas parmi les points d'appui cités par Pisa", pas plus que le redoublement, qui va "à contresens des tendances mondiales". Par ailleurs, les "méthodes imposées" (comme celle de Singapour) entraînent un "risque de rejet, sans l'adhésion des enseignants". Le collectif propose plutôt de "favoriser une démarche ascendante".



Des "risques d'accroître les inégalités sociales et scolaires", un "coût important pour la société"... le collectif Maths&Sciences juge les mesures prises par Gabriel Attal "orthogonales à Pisa". Shutterstock - Ground picture

Des mesures "hors-sujet" qui "risquent d'accroître les difficultés qu'elles prétendent combattre" : c'est le constat que dresse le Collectif Maths&Sciences (1) des annonces de Gabriel Attal faisant suite à l'enquête Pisa et visant à "élever le niveau de l'école", dans un communiqué paru le 21 décembre 2023.

C'est "à l'aune des informations données par Pisa sur notre système éducatif" que le collectif analyse ces mesures, qui prévoient notamment des groupes de niveaux en français et en maths au collège, de faciliter le redoublement ou encore de labelliser les manuels scolaires. Il dénonce un "hiatus" et "souligne la nécessité d'éviter les effets d'annonce et de renforcer l'appui sur les connaissances scientifiques nationales et internationales liées aux systèmes éducatifs". Le collectif formule alors, dans une note, des propositions concernant notamment le mode de gouvernance du système éducatif.

"Un décalage considérable entre les orientations du ministère et les préconisations Pisa"

Selon le rapport Pisa, "dans les pays peu performants, l'État joue un rôle central dans l'élaboration des programmes d'études" et "le rôle des enseignants reste mineur", observe le collectif. Et ce "au contraire des systèmes très performants, qui responsabilisent davantage les équipes éducatives et pédagogiques". Par ailleurs, "les systèmes performants ont peu recours au regroupement par niveau entre les classes", le rapport Pisa "soulignant que les classes qui favorisent une mixité socio-économique bénéficient à tous les élèves".

De ces constats, l'OCDE "formule plusieurs recommandations", relève encore le collectif, parmi lesquelles "éliminer les redoublements, éviter les sélections précoces et impliquer dans les politiques éducatives l'ensemble des parties prenantes de l'éducation en favorisant les approches ascendantes".

Dès lors, "l'analyse des annonces du ministère de l'Éducation nationale pour 'élever le niveau de l'école' ([lire sur AEF info](#)) montre un décalage considérable entre les orientations du ministère et les connaissances apportées par le rapport" de l'OCDE, estime le collectif.

Recourir davantage au redoublement "va à contresens des tendances mondiales"

Il pointe ainsi l'instauration de groupes de niveaux en maths et en français, qui "ne figure pas parmi les points d'appuis cités par Pisa. Il montre non seulement qu'aucun type de groupe de niveaux n'a de lien significatif avec le niveau moyen, mais surtout que ces groupes de niveaux sont liés à de plus grandes inégalités scolaires" ([lire sur AEF info](#)). Le collectif craint que, "dans un contexte national déjà marqué par de fortes discriminations sociales, cette mesure risque d'accroître les inégalités sociales et le nombre d'élèves en difficulté".

De même, pour le collectif, "la volonté de recourir davantage au redoublement contredit explicitement les recommandations de Pisa et va à contresens des tendances mondiales". Selon lui, "tous les indicateurs étudiés par le rapport sur le redoublement sont négatifs et ce pour un coût élevé". "Le redoublement imposé risque donc d'augmenter les tensions, les injustices sociales et le nombre d'élèves décrocheurs", conclut-il.

Un "risque de rejet de mesures imposées sans l'adhésion des enseignants"



Mélanie Guenais, vice-présidente de la société mathématique de France et coordinatrice du collectif Maths & Sciences.

### | *Mélanie Guenais*

Le collectif se montre également critique sur "les méthodes imposées". Alors que Gabriel Attal a annoncé la labellisation des manuels scolaires pour en "certifier la qualité", il estime que, "dans le premier degré, l'obligation de manuels et de méthodes réduit la liberté pédagogique de l'enseignant, en phase avec les politiques des pays ayant des faibles performances en mathématiques".

Quant à la refonte des programmes, qui sera progressivement engagée dès 2024, "aucune étude probante n'établit la nécessité de changer de programme ni l'efficacité de la méthode présentée aux médias comme référence par le ministère", note le collectif. Celui-ci s'interroge ainsi sur la "méthode Singapour", dont le ministre souhaite s'inspirer pour l'enseignement des mathématiques : celle-ci "pose la question d'un conflit d'intérêts -

la directrice éditoriale du manuel 'méthode de Singapour' développant la méthode présentée par le ministère étant aussi membre du CSEN", pointe le collectif.

Par ailleurs, "le rapport Pisa signale le risque de rejet de mesures imposées sans l'adhésion des enseignants. Ce contrôle de l'État sur la pratique des enseignants va à l'encontre d'une valorisation de l'image et de la reconnaissance du métier".

Enfin, concernant la nouvelle épreuve anticipée du baccalauréat en fin de première générale et technologique, dédiée aux mathématiques et à la culture scientifique, le collectif considère que celle-ci "impacte le lycée dont la structure réformée depuis 2018 reste massivement critiquée par l'ensemble de la communauté éducative". De plus, cette annonce "ne permet pas d'identifier les contenus visés qui s'appuieraient notamment sur l'enseignement scientifique général du tronc commun, jamais évalué malgré des carences tangibles". Dès lors, cela "ajoute de la confusion à un système peu lisible" et "risque d'augmenter les tensions sur le terrain et le stress pour les élèves, et de décourager les équipes pédagogiques".

"Il est urgent de faire évoluer les méthodes de gouvernance"

Globalement, conclut le collectif, les mesures annoncées ne "permettent pas d'envisager une "amélioration significative des performances en maths". En outre, elles font "l'impasse sur les difficultés majeures constatées à la suite des réformes du concours d'enseignants de 2020 et du lycée de 2018, qui ont divisé par deux les effectifs des candidats au concours en 2022 et les effectifs des élèves en parcours scientifique au lycée général depuis 2020".

"Il paraît urgent de faire évoluer les méthodes de gouvernance en favorisant une démarche plus ascendante pour réformer, en s'appuyant sur les acteurs de terrain, de la formation et de la recherche", alerte le collectif, qui appelle à :

- "évaluer rigoureusement et en toute transparence les réformes éducatives et analyser précisément les dispositifs particuliers pour sélectionner ceux qui sont efficaces et les améliorer,
- soutenir et accompagner les équipes pédagogiques dans leurs pratiques de classe,
- faciliter la mise en place des initiatives locales et en assurer le suivi et l'évaluation,

- aménager et structurer des temps dans les missions des enseignants dédiés à l'échange de pratiques entre pairs, à une formation continue régulière en lien avec l'enseignement supérieur et la recherche en particulier,
- bâtir un plan à long terme solide et ambitieux pour renforcer la qualité de la formation et des recrutements".

Generated with Reader Mode